

Cellule Europe



Rencontre européenne 3 mai 2019 à Créagora- Champion (Namur)



Candidats aux élections européennes du 26 mai 2019 présents pour le débat:

- M. Jean-Jacques Flahaux (MR/MCC)
- M. Cédric du Monceau (Cdh)
- Mme. Marie Arena (PS)
- Mme. Cécile Cornet (Ecolo) remplaçant Mme Saskia Bricmont

1 : Présentation générale par Jean-Jacques Viseur et Jean Gengler

→ Présentation se trouve en annexe de ce rapport

2 : Thème « Justice sociale »



Questions posées par **Pierre-Jacques Marchal**, notamment sur le Socle européen des droits sociaux.

Questions relatives à la thématique sociale - (sécurité -droits sociaux)

Introduction et rappel - Concernant le Pacte social :

A Göteborg, en novembre 2017, l'Europe a proclamé le « socle européen des droits sociaux », mais celui-ci n'est juridiquement pas contraignant, et donc chaque Etat membre peut ou non décider de son application totale ou partielle.

Il n'est pas envisageable de modifier les traités et nous voyons comme moyens que notre gouvernement, issu des prochaines élections fédérales, prenne des initiatives pour que ce « socle européen des droits sociaux » ne reste pas lettre morte.

Question 1 : « êtes-vous prêt à défendre ce « socle européen des droits sociaux », à proposer des initiatives, via votre appartenance politique, parti éventuellement au pouvoir au niveau fédéral, afin de faire progresser les « droits sociaux » en Europe ? Si oui, comment ? Si non Pourquoi ? »

Question 2 : « êtes-vous pour une « coopération renforcée », un regroupement d'Etat dans le cadre de l'Union qui rendrait effective l'application des résolutions de Göteborg » ?

Question 3 : « avez-vous des propositions originales en matière de droits sociaux » ?

Mme Cornet :

- Objectifs européens jusqu'aujourd'hui premièrement budgétaire, et cela amène à imposer une vision politique d'austérité (néolibérale) ;
- La sécurité sociale permet d'amortir le choc néolibéral ;
- Selon elle, l'économie doit être réelle (concrète, de tous les jours) et saine avec les emplois de qualité. Son parti propose par exemple un plan tandem (même s'il s'agit pas d'une proposition européenne) ;
- Pas d'Europe sociale signifie le développement du nid du populisme ;
- Important de mettre en lien les politiques nationales et européennes
- Pour la question relative à la coopération renforcée, elle peut demander à son parti de nous transmettre son programme en la matière.

Mme Arena :

- Reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale comme point de départ ;
- La force de l'Europe émane du fait qu'on a su mettre un équilibre entre la création de la richesse (au niveau macro) et l'épanouissement personnel (ascension économique et sociale) et cela dans la paix ;
- Cet équilibre s'est mis à mal depuis des années 1980. La globalisation a détruit les concertations sociales, et cela a amené à une destruction de l'équilibre européen
- Aujourd'hui, la Commission européenne (surtout de Baroso) incarne une vision néolibérale (et non libérale) ;
- Il faut remettre les priorités sociales, et le pilier (socle) européen des droits sociaux est une avancée ;
- Le Parlement européen a souhaité que ce soit une obligation comme les traités budgétaires avec les sanctions (comme mécanisme de stabilité) à la clé, mais les états-membres s'y sont opposés ;
- Le Socle est une petite avancée et il faut aller au-delà. Concrètement, deux projets ont été transformés en une obligation. Il s'agit d'une révision de directive en matière du détachement des travailleurs (travail égal = droit égal = même cotisation sociale) et d'une directive en matière du congé de paternité pour tous les hommes, afin de mieux atteindre l'équilibre vie privée/professionnelle ;
- Le PS est d'accord avec le recours à la coopération renforcée, mais il est important de ne pas exclure les pays qui ne sont pas encore prêts. Il leur faut montrer des intérêts à y adhérer.
- Pour ce qui concerne les propositions concrètes : le PS prône l'instauration d'une « garantie enfant ». La pauvreté infantile est à attaquer d'urgence au niveau européen, et le fonds de solidarité européen peut être un outil financier.

M. du Monceau :

- Il exprime son inquiétude environnementale au niveau planétaire, et les actions européennes s'imposent ;
- La monnaie, pour lui, « n'est qu'une » solidarité (mesure redistributive), et l'Euro n'y est pas !;
- l'Euro va éclater, car le seul rival monétaire, c'est le dollar, et les USA n'hésitent pas à la détruire ;
- (il développe son idée) Il y a deux causes d'éclatement : les puissances étrangères (notamment la Russie et les USA) et la distorsion interne au sein de la zone Euro ;
- En fait, l'Europe n'a pas de problème d'épargne, mais elle est incapable de réagir lors de crise financière (comme la crise grecque) ;
- Il faut mettre en place une mutualisation des dettes en guise de solidarité, car une monnaie sans solidarité - convergence fiscale, socle européen - ne peut fonctionner (on vit son dysfonctionnement);
- Cette solidarité doit être renforcée d'abord au sein de la zone Euro via les coopérations renforcées ;
- Il prône également l'élargissement du programme Erasme, notamment en mettant en place un programme spécifique pour les aînés¹ ;
- Le nombrilisme autour du PIB est à évoluer, en recourant davantage à l'IDH (Indicateur développement humain) par exemple, et ce n'est pas la concurrence qui fait avancer l'Europe (gérée par les états).

M. Flahaut :

- Expérience européenne en étant assistant de M. G. Deprez, député européen ;
- Problème de l'Europe : absence de construction européenne au niveau fiscal et social, c'est souvent la GB qui a bloqué l'avancée ;

¹ Comme notre projet « Erasmeo » !

➔ Voir en annexe de ce rapport

- Pour les membres de l'Europe de l'est (qui étaient symboliquement membres européens pendant la guerre froide), passant du communisme au ultralibéralisme, il est difficile d'accorder pleinement confiance aux causes européennes... ;
- Coopération renforcée, c'est un peu l'Europe à deux vitesses (l'Euro), et il faut aider les pays qui ne sont pas encore prêts, avec beaucoup de pédagogie ;
- Le programme Erasmus existe pour les travailleurs. Pourquoi pas pour les aînés (très fructueux pour transmettre et partager leurs expériences) ;
- Il existe trop de situations décisionnelles où l'unanimité est obligatoire ;
- L'harmonisation interne est une nécessité, notamment face aux menaces extérieures (USA), la Commissaire danoise, Mme Vestager (Groupe ALDE auquel appartient le MR) est très efficace pour défendre la position européenne, en imposant des amendes/impôts aux multinationales américaines (Apple, Google)!
- La fiscalité et l'aspect social sont toujours liés.
- Par rapport à la question relative à la réduction du temps de travail (et c'est une question de redistribution), il est d'accord avec l'idée, mais il est très difficile d'aboutir à un consensus car les modèles de concertations sociales sont très différents d'un pays à l'autre. Et les pays qui ont déjà le système de concertation très élaborée n'aiment pas que les autres s'emmêlent ;
- Les USA ont quitté le multilatéralisme vers le bilatéralisme, d'où l'intérêt pour eux de nous diviser. Il y a une urgence de développer des coopérations renforcées !

3. Thème « Santé »



Questions posées par **Marc Bodard**, notamment sur l'indépendance pharmaceutique européenne et la politique commune en matière de santé.

1) Actuellement il y a une rupture de stock de 400 médicaments, dont la plupart des molécules sont fabriquées à l'extérieur de l'Europe pour des raisons évidentes de coût.

Ne faut-il pas négocier un retour de fabrication en Europe afin de mieux contrôler la production et la distribution. Comment limiter les ruptures ?

2) La recherche médicale demande des ressources en chercheurs et en moyens financiers importants, l'Europe ne doit-elle pas avoir un rôle fédérateur et de régulateur ainsi que dispensateur de moyens financiers dans la recherche médicale, afin de limiter les doublons et de se détacher entre- autre des états unis, de l'Inde. (un airbus du médicament)

M. Flahaut :

- Il faut plus d'incitation et de coordination de la recherche ;
- Ce ne sont pas les moyens financiers qui manquent, mais de cohérence européenne... ;
- Le cadre reste trop national, et on donne trop d'attention aux exigences nationales (exemple d'une commande d'hélicoptères européennes, mais chaque pays exigeant sa version nationale)...

M. du Monceau :

- On manque de politique industrielle européenne ;
- L'achat de médicaments ne doit pas être compliqué (via les coopérations renforcées) à l'instar de la suppression de roaming (itinérance) entre les pays européens ;
- La volonté vient toujours des états (et parfois incohérence par rapport à l'intégration européenne, comme l'achat du F35...), et il ne croit pas à l'Europe des États-Unis (dans le sens où on copie le modèle socio-économique américain) ;
- La richesse de l'Europe se trouve en sa diversité, qui est aussi la source de difficulté (d'où la complexité européenne)... Un peu de résilience serait la bienvenue...

Mme Arena :

- Recherche des médicaments (encadrée par la directive 2001) bien avancée ;
- Négociation des prix : le secteur pharma profite de la sécurité sociale (via le remboursement), et la négociation pays par pays affaiblit la force ;
- Il faut trouver un équilibre entre la recherche et la durée d'efficacité de molécules ;
- Recherche n'est pas mentionnée le traité. Du coup, ça se décide au niveau des états. Dans ce domaine, il faudra passer par des coopérations renforcées ;
- Accords commerciaux : danger de la libéralisation de la santé et des médicaments. → il faut être très attentif, car il y a un risque de détruire les projets européens dans ce domaine...

Mme Cornet :

- Ecolo est contre la pénurie (parfois organisé), et le parti soutient le système kiwi ;
- Le soutien des pharmaciens également important ;
- Pour la recherche, elle est souvent financée par le public, mais le résultat est souvent privé... il faut plus de transparence

4. Thème « Mobilité/climat/accessibilité »



Questions posées par **Martine Kevers**

Dans le cadre de la Stratégie Européenne 2010-2020, en ce 17 avril 2019, une directive « accessibilité » essentiellement en matière électronique a été adoptée en faveur des Personnes en situation de handicap.

Or, parmi, elles, l'on croise de plus en plus d'ânés devant également circuler avec des béquilles, une tribune ou encore, en scooter PMR.

Aussi, pour les associations représentatives du handicap et des Séniors, cette recommandation « anysurfer » est insuffisante.

J'en viens donc à ma question de fonds. Si Vous êtes élu(e) au Parlement Européen, serez-vous prêt à initier une directive plus globale d'accessibilité UNIVERSELLE ou pour une société pour tous les Ages, afin que toutes les Personnes à Mobilité Réduite aient également accès au bâti tant public que privé, aux sites touristiques, aux espaces publics, ?

Enfin, pour conclure, qui dit Accessibilité dit mobilité. A ce sujet, la Banque Européenne d'Investissement pourrait-elle co-financer des infrastructures pour modes doux au sens large et pourrait-elle assurer en partenariat avec les différentes Régions, la couverture des Zones Rurales par les Transports en Commun ?

Ce serait une solution de décarbonation pour contrer les dérèglements climatiques en s'engageant à respecter l'Accord de Paris du 12/12/2015 issu de la COOP 21.

Directive accessibilité
<http://bdf.belgium.be/fr/newsletter/accessibilit%C3%A9-des-sites-publics-am%C3%A9lior%C3%A9e.html>

M. du Monceau :

- Sur les problématiques climat et l'empreinte écologique, l'Europe agit mieux que les USA. Néanmoins, on doit faire mieux. La politique énergétique européenne pour laquelle on ne se donne pas suffisamment de moyens, par exemple ;
- La Banque européenne reflète souvent les volontés nationales ;
- Il faut aussi que les états prennent plus d'initiatives car les solutions se trouvent au niveau local (c'est le principe de subsidiarité)

Mme Cornet :

- L'importance d'accessibilité à tous (qui profite à tout le monde) ;
- Il faut désinvestir les énergies fossiles (qui se fait souvent via les fonds de pensions) ;
- Ecolo propose d'investir 7 milliard en 5 ans pour les zones rurales

M. Flahaut :

- Il faut réfléchir en priorisant les besoins des personnes à mobilité réduite ;
- Le financement par la banque européenne d'investissement peut être intéressant pour les aménagements d'infrastructures, mais les initiatives doivent venir des états-membres et/ou des régions !;
- L'engagement des nationale et de régional !

Mme Arena :

- Il existe trois leviers : 1) dicter des normes (et il en existe au niveau européen), 2) incitants : fonds structurels pour concrétiser les normes, et 3) cohérence des politiques ;
- Elle évoque de la directive marché public : on n'est plus obligé de choisir l'offre le moins cher si on peut justifier la qualité plus élevée (qui explique le prix plus élevé) ;
- Mais cette directive n'est pas transposée dans la loi belge de manière intégrale...
- Il existe la possibilité de porter plainte à l'Europe², contre le pouvoir national (qui n'a pas transposé correctement) à la cour de justice européen

² Voici les étapes pour y arriver : https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/contact/problems-and-complaints/complaints-about-breaches-eu-law/how-make-complaint-eu-level_fr

5. Thème « Justice fiscale »



Questions posées par **Jean-Pierre Dupriez**

"En matière fiscale, l'impuissance de l'Europe est un élément majeur de la paralysie des institutions et de la déception des citoyens. On constate que les Etats se font une concurrence fiscale permanente. Ainsi les multinationales se livrent à l'égard des Etats à un chantage permanent. Elles menacent de s'établir dans un autre Etat de l'Union s'il ne leur est pas consenti des diminutions importantes d'impôts sur les sociétés et chaque Etat s'ingénie à leur faire des cadeaux fiscaux importants. Ainsi, alors que les PME continuent à payer un impôt sur les sociétés supérieur à 30%, la plupart des multinationales paient un impôt inférieur à 10% Cela rend aussi dérisoire la taxation des GAFA.

Autre exemple, la fiscalité écologique. Impossible d'imposer au niveau national le Kérozène des avions et le fioul des bateaux, pourtant très gros pollueurs.

L'Europe se réfugie derrière la règle de l'unanimité pour ne pas avancer dans ces matières.

Question 1: Que pensez-vous du recours à l'article 116 du TFUE sur la prévention de la concurrence afin d'éviter les décisions à l'unanimité en matière fiscale? A défaut de son application, Etes-vous favorable à une coopération renforcée entre 10 à 15 Etats pour appliquer en matière fiscale une action de l'Europe?

Question 2: Que pensez-vous du remplacement total ou partiel des dotations des Etats par le Transfert à L'Europe de l'Impôt des sociétés. Cela permettrait d'éviter les montages fiscaux favorables aux multinationales et d'encourager la concurrence fiscale entre les Etats et diminuerait une partie des délocalisations internes à L'Union Européenne. Comment mettre en œuvre cette révolution fiscale?"

Etes-vous d'accord?

Mme Arena :

- Il existe trois concurrences en Europe : fiscale, sociale et environnementale... ;
- Comment contrer les shopping entre les états-membres (société de transport européen installé ... en Chypre par exemple) ? ;
- Le parlement européen y travaille notamment pour instaurer le reporting pays par pays (de bénéficiés) sur le plan comptable³ ;
- Lutte contre les paradis fiscaux : incapacité européenne de mettre une liste européenne des paradis fiscaux...
- Pour mettre fin à l'unanimité, il faut une vote à l'unanimité...

³ <https://www.euractiv.fr/section/economie/news/reporting-pays-par-pays-une-victoire-contre-loptimisation-fiscale/>

M. du Monceau :

- Les gilets jaunes : c'est surtout une réaction par rapport à l'injustice sociale/fiscale ;
- Si on ne fait rien, ce genre de manifestations ne fait que s'intensifier... ;
- Les niches fiscales sont à supprimer, et il faut plus de fermeté vis-à-vis des grandes entreprises.

Mme Cornet :

- Ecolo prône l'uniformisation de l'impôt des sociétés au niveau européen ;
- La paralysie vient aussi du manque de transparence (des comptes) et il faut des mesures.

M. Flahaut

- Social/fiscal : ces domaines clairement marqués par le manque de réalisation au niveau européen ;
- L'Irlande est même construite économiquement grâce à l'existence de concurrence fiscale européenne ;
- Chaque pays – Belgique n'y échappe pas – a ses intérêts fiscaux... mais ça ne peut pas (plus) fonctionner comme ça!;
- Il est pour une taxation des importations (rose de Kenya), une taxation pour l'empreinte écologique, et il faut plus d'indépendance financière par les taxes européennes (autres que par le droit de douane et TVA).

6. Thème « Institutionnel »



Questions posées par Jean Gengler

Au regard de ce qui a été évoqué au cours de ce débat ne pensez-vous pas que certaines réformes s'impose. Nous en avons évoqué trois : dans quelle mesure peut-on multiplier les matières permettant le vote à majorité qualifiée plutôt que le vote à l'unanimité qui provoque le blocage ? Le mode de désignation du président de la commission ne devrait-il pas être plus ouvert ? Le parlement, en l'état actuel des traités a-t-il une possibilité de faire approuver ses propositions ou sont-elles condamnées à recueillir l'approbation du Conseil sous peine de rester lettre morte comme ce fut le cas de la loi Tobin, votée en juin 2012 ? L'avenir de l'Europe n'est-il pas dans les coopérations renforcées ?

M. Flahaut :

- Le groupe européen libéral ALDE est en faveur pour plus décisions à la majorité qualifiée ;
- Plus de pouvoirs au Parlement est une nécessité, même si le Parlement a acquis une réelle influence ;
- Pour la présidence, ce sera ni PPE ni socialiste (Mme Arena semble être d'accord) !

Mme Cornet :

- L'unanimité pose de problème (blocage) ;
- Il faut plus de transparence au sein du conseil des ministres ET du monde de lobby ;

Mme Arena :

- La capacité d'agir au niveau européen correspond au budget consacré pour l'Europe. Proportionnellement, 1% (encore, via les dotations des états) pour l'Europe, le 99% restant aux mains des état-membres. Dans cette configuration budgétaire, le transfert de pouvoirs n'est pas évident... ;
- Importance de concertation/coalition et de compromis (expérience belge) sur la scène européenne !

M. du Monceau :

- L'initiative reste national, il faut que la Belgique soit promoteur pour plus d'Europe ;
- Plus d'interaction entre le Parlement européen (députés) et le parlement national sur le thème de l'Europe est importante ;
- Pourquoi pas une élection du président de la commission ?

7. En guise de conclusion...

- **Danger du populisme de plus en plus croissant ;**
- **Travailler comme des belges et des luxembourgeois (importance du sens du compromis) ;**
- **Faciliter les dialogues entre les institutions ;**
- **Plus de droits sociaux (assurer les raisons d'être) et fiscaux (un instrument pour réaliser les droits sociaux) au niveau européen ;**
- **Il faut réenchanter l'Europe, et pour cela, il faut d'urgence combattre l'injustice au niveau européen !**

Annexes : 1) présentation de la rencontre /débat



1. Ce que nous sommes

1. Ce que nous sommes

- énéo est un mouvement social des aînés;
- Promeut l'éducation permanente;
- Soutient la participation active des aînés dans la vie sociale, culturelle, économique et politique;
- Allant du local à l'Europe !

2. Cellule Europe

2. Cellule Europe

- **Lieu de renforcement des connaissances :** esprit éducation permanente;
- **Proposer des pistes concrètes :** esprit mouvement social ;
- Membres comme « **ambassadeurs** » d'informations, de préoccupations, de souhaits et de promotion sur l'Europe.

3. Elections 2019 et énéo

3. Elections 2019 et énéo

- Priorités en fonction de **thèmes** en plus de niveau de pouvoirs ;
- Ces priorités comme **outils** d'évaluation/suivi politique d'ici 2024 et au-delà ;
- Notre mémorandum issu d'une **co-construction**.

3. Priorités en 5 thèmes

3. Nos priorités en 5 thèmes

1. La défense d'une sécurité sociale forte
2. La santé
3. Les milieux de vie(s)
4. La fiscalité
5. La mobilité

→ solidarité, souci environnemental, et justice sont en jeu



4. Et l'Europe dans tout ça

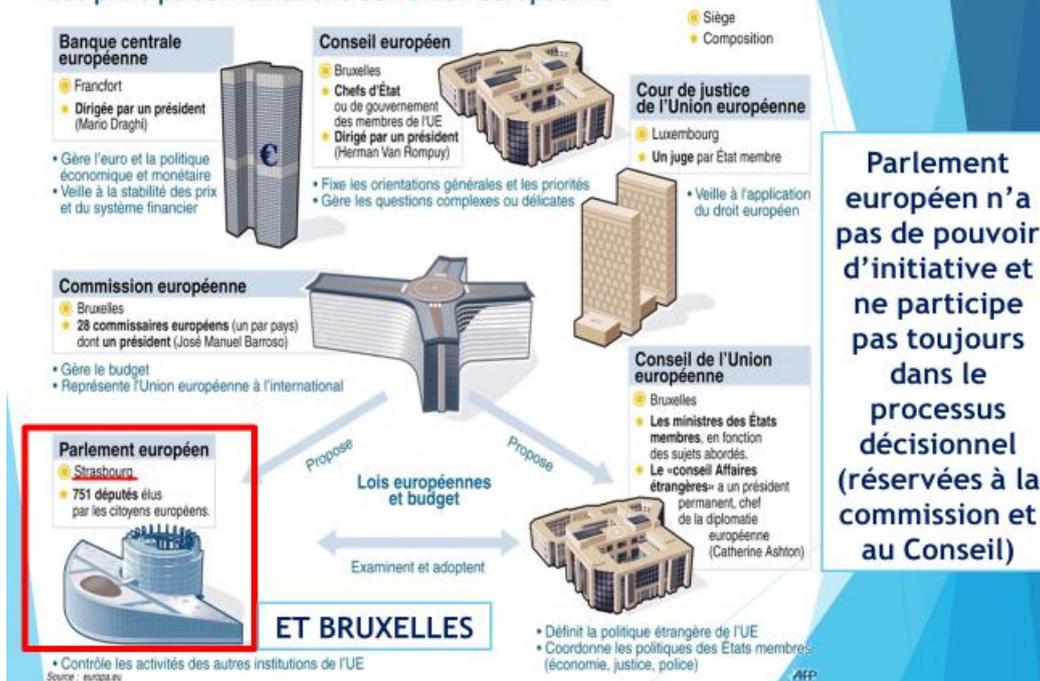
4. Et l'Europe dans tout ça

- Le Parlement européen pas compétent (institutionnellement...) pour toutes les matières parce que :

- Traités prévoient que beaucoup de matières - sociale, fiscalité - restent nationales ;
- Décisions souvent à l'unanimité des 28 (enfin, presque 27 ou ...) états-membres ;
- Source d'incompréhension, d'injustice et de populisme



Les principales institutions de l'Union européenne



Parlement européen n'a pas de pouvoir d'initiative et ne participe pas toujours dans le processus décisionnel (réservées à la commission et au Conseil)

4. Et l'Europe dans tout ça

- Nous voulons que les parlementaires européens soient
- Preneurs d'initiatives - contraignantes ou non (rôle de contrôle) ;
- facilitateurs de dialogues entre les institutions européennes et les gouvernements/parlements nationaux;
- Femmes et hommes engagé(e)s pour une meilleure justice sociale, fiscale et environnementale !



4. Et l'Europe dans tout ça

- Plus concrètement, nous voulons que les parlementaires européens soient
- Attentifs à la réalisation CONCRETE du socle européen des droits sociaux;
- Des « moteurs » pour des coopérations renforcées en matière sociale, fiscale et environnementale
- Ne dites pas SVP « ah, c'est pas pour nous » !



Annexes 2) Présentation du projet érasméeo



Séjourner
chez
l'habitant

Connaître
d'autres modes
de vie

Partager
votre
culture

Ouvrir votre
maison
Européenne

Vous
rêvez

Améliorer votre
connaissance
des langues

Alors vous êtes

érasméo

Érasméo est un nouveau projet d'Énéo
Il se propose de
faciliter les échanges intereuropéens individuels entre seniors

Ce projet est en construction, à l'image de ce petit dépliant.
Nous avons besoin de vous pour accompagner le groupe projet érasméo.

Ouvrons notre regard sur l'Europe des aînés, leurs traditions, leurs vécus, leurs réalités, leurs espoirs pour les générations futures. Allons à la rencontre ou accueillons !

Vos coordonnées

Nom :
Régionale :
Mail :
GSM :

Je suis intéressé

- Pour accueillir
- Pour partir

J'ai une expérience

- D'accompagnateur vacances
- D'animateur d'atelier de langue
- Autre :

Adresses de contact

Marcelle Cambron:
marcelle.tcb@hotmail.com
Gérard Bernard :
Gerard.bernard@mc.be